

Déclaration de Louis Michel sur la situation politique à Madagascar

07/10/11

Louis Michel, Co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE salue les efforts conjoints de l'Union Africaine et de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) pour qu'un régime de Transition réellement neutre, inclusif et consensuel soit mis en place à Madagascar dans les plus brefs délais.

En l'état de la situation politique, il note qu'eu égard à l'esprit et à la lettre de la Feuille de Route signée par certaines parties prenantes malgaches, mais pas encore par les quatre chefs de file des principales mouvances politiques du pays, l'instauration de cette Transition conventionnelle est actuellement rendue difficile du fait de certaines décisions unilatérales prises par les autorités de facto, notamment celles ciblant exclusivement le Président Ravalomanana.

Il regrette que les persécutions à l'encontre d'opposants et de personnalités politiques n'ont pas cessé, que la libération des prisonniers politiques n'est nullement programmée, que les forces armées, souvent mêlées à des milices et à des formations paramilitaires, soient utilisées à des tâches de répression.

Il appelle à la mise en œuvre rapide du plan de sortie de crise, laquelle passe par une rupture immédiate avec les pratiques unilatérales et, simultanément, par l'institution des nouvelles structures de transition conventionnelle de nature consensuelle et inclusive.

Il rappelle que le respect des principes de consensualité et d'inclusivité vise à assurer à ladite Transition conventionnelle la neutralité et l'équilibre politique indispensables. A ces égards, la liberté de la presse, l'indépendance de la Justice, la neutralité des forces armées et la dissolution des milices et autres formations paramilitaires doivent faire l'objet de dispositions et de dispositifs précis.

Plus spécifiquement, il appelle à l'adoption dans l'urgence de mesures sans équivoques garantissant le retour sans condition et dans la sécurité des exilés politiques, notamment du Président Marc Ravalomanana et de l'ancien Président Didier Ratsiraka.

Il insiste sur la nécessité d'instaurer un climat d'apaisement et de confiance, de même que sur la nécessité de mettre fin aux souffrances du peuple malgache, considérant en outre que l'Union Européenne est amenée à évaluer strictement l'état d'évolution politique interne à Madagascar, conformément aux dispositions de l'article 96 des Accords de Cotonou, avant d'envisager d'engager le dialogue politique avec les autorités devant être préalablement considérées comme légitimes.

Il recommande aux instances de l'Union Européenne d'engager un dialogue politique visant à la mise en œuvre des dispositions de la Feuille de Route conformément aux recommandations rappelées ci-dessus, et manifeste sa meilleure disposition auprès de l'Union Africaine et de la SADC pour leur prêter son concours dans cette mise en œuvre. Car, seule une Transition neutre, consensuelle et inclusive permettra non seulement de lancer sous l'égide et avec le soutien de la communauté internationale, un processus électoral transparent et indépendant menant à la tenue d'élections présidentielles démocratiques, mais aussi de favoriser le retour à la normalisation de la coopération entre les instances de l'Union Européenne et Madagascar.

Source : <http://www.alde.eu/nc/fr/presse/communiqués-presse-et-nouvelles/communiqués-de-presse/article/declaration-de-louis-michel-sur-la-situation-politique-a-madagascar-37646/>